

Lutter contre la crise

Conclusions du Panel Monétaire (novembre 2008)
adoptées par le Conseil Central de Bruxelles (12 décembre 2008)

Le Panel Monétaire de la Ligue Européenne, réuni à Bruxelles le 7 novembre 2008 pour débattre de la crise économique et financière, a adopté les conclusions suivantes:

La crise des subprimes a évolué depuis l'an dernier pour devenir, aux dires du FMI, *"la crise financière la plus dangereuse depuis la grande dépression des années 1930"*. De plus, elle impose à présent un lourd tribut à *"l'économie réelle"* du monde entier. La zone euro est entrée en récession et d'autres états membres de l'UE connaissent un sérieux ralentissement de croissance.

Si la récession devait s'aggraver et se prolonger, elle ne manquerait pas d'avoir des conséquences dramatiques sur un système financier déjà fragilisé. A moins qu'elle ne soit vite stoppée par des mesures énergiques, le système financier risque d'en être gravement affecté. Etant donné l'importance des banques pour le financement de l'économie, cette récession pourrait donc rapidement devenir une dépression aussi grave dans ses effets que celle des années 1930.

Le Panel Monétaire a noté avec satisfaction la résolution montrée par le sommet du G20 à Washington le 15 novembre dernier, sous l'impulsion des dirigeants européens, de coopérer en vue de stabiliser le système financier et de remettre d'aplomb la croissance. Il est en effet manifeste qu'une action urgente est requise sur ces deux plans. Le G20 est convenu de ce que *"une réponse politique de grande envergure s'impose, sur la base d'une coopération macroéconomique plus poussée, en vue de rétablir la croissance, éviter les retombées négatives et soutenir les économies des pays émergents et en développement"*, et il a proposé que soient menées *"des actions immédiates tant pour atteindre ces objectifs que pour répondre aux défis du long terme"*, en utilisant notamment *"des mesures budgétaires appropriées pour stimuler rapidement la demande intérieure, à l'intérieur d'un cadre de politique économique qui favorise la stabilité des finances publiques"*.

Le Panel Monétaire pense que des actions budgétaires coordonnées doivent être menées au niveau de l'UE également, dès lors que la politique monétaire, déjà fortement sollicitée, semble perdre de son efficacité dans le contexte actuel. Des mesures temporaires capables de ramener rapidement la confiance tant des entreprises que des consommateurs s'imposent en urgence. L'Union requiert manifestement davantage qu'une simple consultation entre les autorités des États membres. Des actions spécifiques basées sur la législation communautaire sont nécessaires.

Le Panel Monétaire observe avec satisfaction que la réunion informelle des Chefs d'Etats et de Gouvernement le 7 novembre a adopté *"un langage agréé"*, non seulement en vue de la réunion du G20 à Washington le 15 novembre, mais également dans la perspective du Conseil Européen de décembre: ils ont demandé au Conseil ECOFIN et à la Commission de leur présenter *"une stratégie européenne, élaborée sur la base de la Stratégie de Lisbonne et du Pacte de Stabilité et de Croissance, et comportant des principes d'action et des mesures concrètes pour faire face au ralentissement économique et préserver la croissance et l'emploi"*.

Le Panel Monétaire apprécie à leur haute valeur les acquis du marché unique et de la concurrence, dénonce la nocivité du remède illusoire contre la crise que constituerait le

protectionnisme, et, tout en reconnaissant la nécessité d'agir rapidement, met en garde les États membres contre la tentation d'adopter des mesures unilatérales qui leur donneraient un avantage concurrentiel sur leurs partenaires. Il reconnaît également le bien-fondé de la discipline budgétaire prônée tant dans le Traité que par le Pacte de Stabilité et de Croissance. Il observe que ce dernier, tel qu'amendé par la réforme de 2005, autorise, aux époques de ralentissement économique, une plus grande flexibilité que dans sa version originale, et il en appelle à ce qu'il soit fait un usage maximum de cette possibilité, sous le contrôle de la Commission. Il souligne néanmoins qu'une telle flexibilité a ses limites et rappelle, en particulier, le "*principe fondamental*" du Pacte requérant qu'un dépassement par le déficit budgétaire de la valeur de référence de 3% du PIB soit temporaire et que le déficit reste proche de cette valeur de référence, en particulier pour les États membres qui sont déjà fortement endettés.

Une décision de réduire la TVA au niveau de l'Union sera probablement difficile à obtenir, mais il faut recommander aux États membres d'envisager une telle option, et prévoir une procédure d'autorisation rapide et libérale permettant de la mettre en œuvre. Des remboursements d'impôts - plus faciles à supprimer par la suite que des baisses de taux d'imposition - peuvent aussi être conseillés aux États membres comme méthode rapide pour stimuler la dépense. L'Union devrait en outre utiliser libéralement les possibilités offertes par le Traité d'accorder une assistance financière à ses États membres, au titre par exemple de la politique de cohésion économique et sociale, du soutien à la balance des paiements (comme dans le cas de la Hongrie) ou à travers "l'assistance financière communautaire" prévue à l'article 100 du Traité CE, ou encore par la création d'un fond spécial doté de ressources significatives. Enfin, toutes les institutions de l'Union, en ce compris la Banque Européenne d'Investissement, devraient prêter une attention particulière aux besoins des PME, qui semblent particulièrement vulnérables dans la phase actuelle de restriction du crédit par les établissements bancaires.

D'autres actions devraient se donner pour but d'améliorer le fonctionnement des marchés obligataires en euro. Comme l'a souligné la Commission dans son rapport *EMU@10*, un marché d'effets publics efficient et liquide est un facteur important pour une meilleure allocation des ressources mais aussi pour faire de la zone euro un pôle d'investissements attractif et permettre à l'euro de jouer pleinement son rôle de monnaie internationale. Une source d'inspiration toujours valable pour de telles actions est disponible dans le Rapport du Groupe Giovannini de novembre 2000 sur "l'émission coordonnée de titres de la dette publique dans la zone euro".

Enfin, le Panel Monétaire de la Ligue se plaît à souligner que l'euro a joué un rôle résolument stabilisateur en empêchant la crise de s'étendre d'une manière encore plus désastreuse dans la zone euro, et il a noté avec satisfaction le changement d'attitude important à l'égard de l'euro observé dans certains pays de l'Union qui ne l'ont pas encore adopté. Tout en rappelant la nécessité toujours présente d'une "convergence durable" pour les nouveaux candidats à l'UEM, il est persuadé que l'élargissement de la zone euro, loin de représenter un handicap pour la monnaie unique, constituerait un élément positif dans le combat commun contre les crises économique et financière et qu'il accroîtrait la solidarité entre des partenaires unis par un destin commun.

- - - - -